Intervenant au premier jour des travaux du Forum pour l'avenir (11-13 décembre) au niveau de la société civile et du secteur privé, elle a regretté l'absence d'une volonté politique chez les gouvernements actuels pour promouvoir le statut de la femme dans la société, soulignant que leur principal souci est de fonder «un nouveau projet islamique.

«Les gouvernements qui sont arrivés au pouvoir dans les pays du printemps arabe adoptent un discours officiel embelli qui parle d'un islam modéré mais la réalité sur le terrain est toute autre avec la propagation de l'extrémisme» a-t-elle précisé.

Mme Zaida Arguedas, présidente de la ligue de défense du droit des femmes au vote «League of Women Voters», a indiqué qu'après les révolutions arabes, la société civile exerce plus de pression sur les gouvernements en vue d'intégrer la femme dans l'élaboration des politiques générales et de les inciter à consacrer les principes de l'égalité homme-femme, de la liberté d'expression et de la justice sociale.

Mme Amel Bouchamaoui Hammami, présidente de la chambre tuniso-américaine de commerce (Tacc) s'est félicitée de l'association, pour la première fois, du secteur privé aux travaux du Forum pour l'avenir, qui est à sa neuvième édition.

Les délégations des pays de la région Mena ont relevé l'impératif d'appuyer l'accès de la femme aux postes de décision, d'encourager l'empowerment des femmes, de consacrer l'égalité homme-femme dans la Constitution, de mettre en place des programmes économiques destinés à encourager et à financer des projets féminins, d'enraciner la culture des droits de la femme et de promouvoir la liberté d'expression, du rassemblement et de création d'associations et d'organisations.

Plusieurs thèmes sont inscrits à l'ordre du jour de la rencontre: la participation politique et économique de la femme, l'égalité entre les deux sexes, la transparence et la crédibilité des institutions publiques, la liberté d'expression et du rassemblement, la primauté de la loi, la coopération tripartite (société civile, secteur privé et gouvernement) et l'empowerment de la femme.

Source: http://fr.allafrica.com/stories/201212121033.html